

La force majeure est un principe général de droit. Il convient toutefois d'en user avec prudence afin d'éviter tout abus, mais il semble incontestable qu'il s'agit d'une situation de force majeure.

Pour éviter les irrégularités de procédure et le dépassement des échéances, il est nécessaire de prolonger le champ d'application de la règle de force majeure de 30 jours supplémentaires. La règle de force majeure est ainsi applicable aux dossiers introduits avant le 30 avril 2023.

Aussi, la situation actuelle doit clairement être considérée comme un « cas d'urgence spécialement motivée », tel que visé à l'article 3, § 1er, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, de sorte que l'avis de la section de Législation du Conseil d'État n'est pas requis. Vu l'urgence, un avis d'urgence de l'Inspection des Finances a été demandé.

LE MINISTRE FLAMAND ARRÊTE :

Article 1^{er}. La date limite de dépôt du 31 décembre 2022, visée à l'article 1er, alinéa 1er, 2°, et alinéa 3, 2°, de l'arrêté précité du Gouvernement flamand du 9 décembre 2022 est prolongée pour la quatrième fois de trente jours.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 30 mars 2023.

Bruxelles, le 30 mars 2023.

La Ministre flamande de la Justice et du Maintien,
de l'Environnement et de l'Aménagement du Territoire, de l'Énergie et du Tourisme,
Z. DEMIR

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2023/30911]

30 MARS 2023. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à une aide aux investissements et à la consultance pour les entreprises touchées par les conséquences économiques directes et indirectes de l'agression de la Russie contre l'Ukraine

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'ordonnance du 3 mai 2018 relative aux aides pour le développement économique des entreprises, l'article 28, modifié par l'ordonnance du 15 juillet 2021, et les articles 30 et 35, alinéa 2 ;

Vu le test d'égalité des chances, réalisé le 10 novembre 2022 conformément à l'article 2, § 1^{er}, 1°, de l'ordonnance du 4 octobre 2018 tendant à l'introduction du test d'égalité des chances ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 1^{er} décembre 2022 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 15 décembre 2022 ;

Vu l'avis de Brupartners, donné le 19 janvier 2023 ;

Vu l'avis de l'Autorité de protection des données, donné le 20 janvier 2023 ;

Vu l'avis 72.840 du Conseil d'État donné le 20 janvier 2023 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Vu l'approbation de la Commission européenne, donnée le 2 mars 2023 ;

Sur proposition du Ministre en charge de l'Économie,

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — *Définitions*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° ordonnance : l'ordonnance du 3 mai 2018 relative aux aides pour le développement économique des entreprises ;

2° ministre : le ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ayant l'Économie dans ses attributions ;

3° encadrement temporaire de crise : la communication de la Commission du 9 mars 2023 relative à l'encadrement temporaire de crise et de transition pour les mesures d'aide d'État visant à soutenir l'économie à la suite de l'agression de la Russie contre l'Ukraine ;

4° BCE : la Banque-Carrefour des Entreprises ;

5° BEE : Bruxelles Economie et Emploi du Service public régional de Bruxelles.

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2023/30911]

30 MAART 2023. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering betreffende steun voor investeringen en consultancy voor ondernemingen die worden getroffen door de directe en indirecte economische gevolgen van de Russische agressie tegen Oekraïne

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de ordonnantie van 3 mei 2018 betreffende de steun voor de economische ontwikkeling van ondernemingen, artikel 28, gewijzigd bij ordonnantie van 15 juli 2021, en de artikelen 30 en 35, tweede lid;

Gelet op de gelijkkansentest verricht op 10 november 2022 in overeenstemming met artikel 2, § 1, 1°, van de ordonnantie van 4 oktober 2018 tot invoering van de gelijkkansentest;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 1 december 2022;

Gelet op het akkoord van de minister van Begroting, gegeven op 15 december 2022;

Gelet op het advies van Brupartners, gegeven op 19 januari 2023;

Gelet op het advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit, gegeven op 20 januari 2023;

Gelet op advies 72.840 van de Raad van State, gegeven op 20 januari 2023, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op de goedkeuring van de Europese Commissie, gegeven op 2 maart 2023;

Op voorstel van de minister belast met Economie,

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — *Definities*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° ordonnantie: de ordonnantie van 3 mei 2018 betreffende de steun voor de economische ontwikkeling van ondernemingen;

2° minister: de minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering bevoegd voor Economie;

3° tijdelijk crisis kader: de mededeling van de Commissie van 9 maart 2023 betreffende het tijdelijk crisis- en transitiekader voor staatssteunmaatregelen ter ondersteuning van de economie na de Russische agressie tegen Oekraïne;

4° KBO: Kruispuntbank van Ondernemingen;

5° BEW: Brussel Economie en Werkgelegenheid van de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel.

CHAPITRE 2. — *Conditions générales***Art. 2.** Le bénéficiaire :

- 1° est inscrit à la BCE à la date du 31 décembre 2022;
- 2° a, au moment de la demande, une unité d'établissement sur le territoire de la Région inscrite à la BCE à la date du 31 décembre 2022, y exerce une activité économique et y dispose de moyens humains et de biens propres qui lui sont spécifiquement affectés ;
- 3° exerce une activité parmi celles reprises à l'annexe 1, inscrite sous les activités T.V.A. à la BCE au 31 décembre 2022 ;
- 4° respecte toutes les obligations applicables dans les domaines du droit environnemental, social et du travail ;
- 5° respecte, s'il exerce l'activité « 55 – Hébergement », à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, ses obligations en matière de déclaration préalable et d'enregistrement prévues à l'article 4 de l'ordonnance du 8 mai 2014 relative à l'hébergement touristique ;

6° dispose, s'il y a lieu, d'un système de caisse enregistreuse conformément à l'article 21bis de l'arrêté royal n° 1 du 29 décembre 1992 relatif aux mesures tendant à assurer le paiement de la taxe sur la valeur ajoutée ;

7° dispose, s'il exerce l'activité « 56.302 – Discothèques, dancing et similaires », d'un permis d'environnement ou d'une déclaration environnementale délivré au plus tard le jour de l'entrée en vigueur du présent arrêté et comportant au moins l'une des rubriques suivantes :

a) rubrique 134a, 134b ou 135, conformément à l'annexe de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 4 mars 1999 fixant la liste des installations de classe IB, IC, ID, II et III en exécution de l'article 4 de l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement, tel que cet arrêté était en vigueur jusqu'au 21 février 2018 ;

b) soit la rubrique 135a, 135b ou 135c, conformément à l'annexe de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 4 mars 1999 susvisé, tel que cet arrêté est en vigueur au jour de l'entrée en vigueur du présent arrêté ;

Le bénéficiaire ne fait pas l'objet de sanctions adoptées par l'UE, y compris mais pas uniquement :

- 1° aux personnes, entités ou organismes spécifiquement désignés dans les actes juridiques instituant ces sanctions ;
- 2° à des entreprises détenues ou contrôlées par des personnes, entités ou organismes ciblées par les sanctions adoptées par l'UE ; ou

3° des entreprises présentes dans des secteurs ciblés par les sanctions adoptées par l'UE, dans la mesure où l'aide porterait atteinte aux objectifs des sanctions pertinentes.

L'aide ne peut en aucun cas être utilisée pour saper les effets prévus des sanctions infligées par l'UE ou ses partenaires internationaux et respecte pleinement les règles visant à lutter contre le contournement énoncées dans les règlements applicables. Les personnes physiques ou des entités faisant l'objet des sanctions ne peuvent profiter, directement ou indirectement, de la présente aide.

Art. 3. Les conséquences économiques de l'agression de la Russie contre l'Ukraine, des sanctions infligées et des contre-mesures de rétorsion prises en réaction sont reconnues comme une perturbation grave de l'économie, telle que visée à l'article 28 de l'ordonnance.

L'aide est octroyée aux conditions visées au point 2.1 de l'encadrement temporaire de crise.

Art. 4. Les conditions d'aide définies dans le présent arrêté s'appliquent sans préjudice des conditions prévues dans l'ordonnance.

CHAPITRE 3. — *Aide aux investissements visant à réduire la consommation d'énergie*

Art. 5. Le ministre octroie une aide aux entreprises touchées par les conséquences économiques directes et indirectes de l'agression de la Russie contre l'Ukraine pour des investissements visant à réduire la consommation d'énergie.

Art. 6. Les investissements admissibles sont :

- 1° le renouvellement des installations d'éclairage au moyen d'ampoules LED ;
- 2° la gestion temporelle ou présente des luminaires ;
- 3° une ventilation avec récupération de chaleur ;

HOOFDSTUK 2. — *Algemene voorwaarden*

Art. 2. De begunstigde:

- 1° is ingeschreven bij de KBO op 31 december 2022;
- 2° heeft, op het ogenblik van de aanvraag, een vestigingseenheid op het grondgebied van het gewest die bij de KBO is ingeschreven op 31 december 2022, oefent er een economische activiteit uit en beschikt over menselijke middelen en goederen die specifiek voor haar zijn bestemd;
- 3° oefent een van de in de bijlage 1 opgenomen activiteiten uit die op 31 december 2022 is ingeschreven onder de btw-activiteiten in de KBO.
- 4° leeft alle verplichtingen op het vlak van het milieu-, sociaal en arbeidsrecht na;
- 5° leeft, als hij de activiteit "55 -Verschaffen van accommodatie" uitoefent, op de datum van de inwerkingtreding van dit besluit zijn verplichtingen inzake voorafgaande aangifte en registratie vastgelegd in artikel 4 van de ordonnantie van 8 mei 2014 betreffende het toeristische logies na;

6° beschikt desgevallend over een geregistreerd kassasysteem overeenkomstig artikel 21bis van koninklijk besluit nr. 1 van 29 december 1992 met betrekking tot de regeling voor de voldoening van de belasting over de toegevoegde waarde;

7° beschikt, als hij activiteit "56.302 - Discotheken, dancings en dergelijke" uitoefent, over een milieuvergunning of een milieuverklaring, ten laatste afgeleverd op de dag van de inwerkingtreding van dit besluit en houdende ten minste een van de volgende rubrieken:

a) rubriek 134a, 134b of 135, overeenkomstig de bijlage bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 4 maart 1999 tot vaststelling van de ingedeelde inrichtingen van klasse IB, IC, ID, II en III met toepassing van artikel 4 van de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen, zoals dit besluit van kracht was tot 21 februari 2018;

b) oftewel rubriek 135a, 135b of 135c, overeenkomstig de bijlage bij het voormelde besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 4 maart 1999, zoals dit besluit van kracht is op de dag van de inwerkingtreding van dit besluit.

De begunstigde maakt niet het voorwerp uit van sancties genomen door de EU, met inbegrip van, doch niet beperkt tot:

- 1° personen, entiteiten of organen die specifiek worden genoemd in de wetgevingshandelingen waarmee die sancties worden opgelegd;
- 2° ondernemingen die eigendom zijn of onder de zeggenschap staan van personen, entiteiten of organen waartegen door de EU genomen sancties gericht zijn; of
- 3° ondernemingen die actief zijn in bedrijfstakken waartegen door de EU genomen sancties gericht zijn, voor zover de steun de doelstellingen van de betrokken sancties zou ondermijnen.

De steun mag op geen enkele wijze worden gebruikt om de beoogde effecten van sancties die de Europese Unie of haar internationale partners hebben opgelegd, te ondermijnen en neemt de anti-ontwijkingsregels van de toepasselijke verordeningen volledig in acht. De gesanctioneerde natuurlijke personen of entiteiten mogen niet direct of indirect van deze steun profiteren.

Art. 3. De economische gevolgen van de Russische agressie tegen Oekraïne, de opgelegde sancties en de in reactie daarop als vergelding genomen tegenmaatregelen zijn erkend als een ernstige verstoring van de economie zoals bedoeld in artikel 28 van de ordonnantie.

De steun wordt verleend onder de voorwaarden die zijn vermeld in punt 2.1 van het tijdelijk crisiskader.

Art. 4. De in dit besluit vastgestelde steunvoorwaarden zijn van toepassing onverminderd de voorwaarden die zijn vastgesteld in de ordonnantie.

HOOFDSTUK 3. — *Steun voor investeringen om het energieverbruik te verminderen*

Art. 5. De minister kent steun toe aan ondernemingen die worden getroffen door de directe en indirecte economische gevolgen van de Russische agressie tegen Oekraïne voor investeringen om het energieverbruik te verminderen.

Art. 6. De in aanmerking komende investeringen zijn:

- 1° de vernieuwing van de verlichtingsinstallaties door middel van led-lampen;
- 2° het beheer van de verlichting op basis van tijd of aanwezigheid;
- 3° een ventilatie met warmteterugwinning;

4° des portes à fermeture automatique entre un bâtiment, chauffé ou refroidi à l'aide d'un ou de plusieurs systèmes de chauffage ou de climatisation, et les espaces extérieurs ;

5° les investissements directement liés à l'activité principale du bénéficiaire, inscrite sous les activités T.V.A. à la BCE au 31 décembre 2022 et reprise à l'annexe 1, et qui remplacent une machine ou un équipement de performance énergétique significativement moindre, en ce compris :

- a) un four professionnel ;
- b) un frigo professionnel ;
- c) un frigo avec présentoir fermable.

Si l'investissement est soumis à l'obligation d'étiquetage énergétique conformément au règlement (UE) 2017/1369 du parlement européen et du Conseil du 4 juillet 2017 établissant un cadre pour l'étiquetage énergétique et abrogeant la directive 2010/30/UE, sa classe d'efficacité énergétique fait partie de celles visées à l'annexe 2. Dans le cas contraire, l'installateur ou le fournisseur atteste du gain significatif d'énergie, dans le chef du bénéficiaire, qui est escompté de l'investissement, et le justifie. L'attestation respecte le modèle mis à disposition par BEE sur son site internet.

Art. 7. Seuls sont admissibles les investissements corporels réalisés en vue d'une exploitation effective par le bénéficiaire dans la Région et effectués en conformité avec la législation et les règlements en vigueur, notamment en matière d'urbanisme, d'aménagement du territoire et d'environnement.

Seuls les investissements admissibles inscrits en immobilisations aux comptes annuels pour les personnes morales ou au tableau des amortissements pour les personnes physiques, sont admissibles à l'aide.

Le montant par facture atteint un montant égal ou supérieur à 500 euros hors T.V.A.

Art. 8. Les investissements corporels qui font l'objet d'un crédit-bail sont admissibles, pour autant qu'ils soient repris en immobilisations corporelles.

Art. 9. Par dérogation à l'article 35, alinéa 1^{er}, de l'ordonnance, le bénéficiaire peut remplacer les investissements obsolètes ou endommagés pour lesquels il a bénéficié d'une aide dans le cadre du chapitre III et de l'article 24 de l'ordonnance, à condition qu'il maintienne son activité économique sur le territoire de la Région durant une période de cinq ans.

Art. 10. En cas d'usage mixte d'un bien immobilier, seuls les investissements pour la partie professionnelle utilisée par le bénéficiaire, sont admis.

Art. 11. Les investissements suivants ne sont pas admissibles :

- 1° les dépenses ayant un caractère somptuaire ;
- 2° les investissements destinés à la location, sauf si la mise en location de cet investissement est accessoire à un service fourni par le bénéficiaire ;
- 3° le matériel roulant, les cycles et les véhicules conçus pour le transport de marchandises ou de personnes ;
- 4° l'acquisition ou la construction d'un bien immobilier ;
- 5° l'acquisition par une personne morale de biens appartenant à un actionnaire ou à une entreprise appartenant au même groupe ;
- 6° les investissements d'occasion en mobilier ou en matériel, à l'exception des biens d'occasion acquis auprès d'un professionnel dont l'activité porte sur la vente, la récupération, la valorisation, le réemploi ou le recyclage de tels biens et revêtu d'une garantie de minimum 6 mois ;
- 7° les investissements pour lesquels le demandeur a bénéficié d'une autre aide financière à charge de la Région.

Art. 12. L'investissement porte sur un montant minimum de 2.000 euros hors T.V.A.

Art. 13. L'aide consiste en une prime de 50 % des investissements admis.

Le montant total de l'aide est de maximum 50.000 euros.

4° automatisch sluitende deuren tussen een gebouw dat wordt verwarmd of gekoeld met behulp van een of meer verwarmings- of klimaatregelingssystemen en de buitenruimten.

5° de investeringen die rechtstreeks verband houden met de hoofdactiviteit van de begunstigde, ingeschreven onder de btw-activiteiten in de KBO op 31 december 2022 en opgenomen in bijlage 1, en die een machine of uitrusting met aanzienlijk lagere energieprestaties vervangen, met inbegrip van:

- a) een professionele oven;
- b) een professionele koelkast;
- c) een koelkast met een afsluitbare vitrine.

Indien de investering onderworpen is aan de verplichte energie-etikettering overeenkomstig de verordening (EU) 2017/1369 van het Europees Parlement en de Raad van 4 juli 2017 tot vaststelling van een kader voor energie-etikettering en tot intrekking van Richtlijn 2010/30/EU, is de energieklassering ervan een van de in bijlage 2 bedoelde klassen. Zo niet, dan attesteert de installateur of de leverancier de van de investering verwachte aanzienlijke energiewinst voor de begunstigde, en hij rechtvaardigt die. Het attest volgt het model dat BEW op haar website beschikbaar stelt.

Art. 7. Alleen materiële investeringen die worden gedaan met het oog op de daadwerkelijke exploitatie door de begunstigde in het gewest en die worden gedaan in overeenstemming met de geldende wet- en regelgeving, met name op het gebied van stedenbouw, ruimtelijke ordening en milieu, komen in aanmerking.

Enkel de investeringen die worden ingeschreven onder vaste activa in de jaarrekeningen voor rechtspersonen of in de tabel van de afschrijvingen voor natuurlijke personen, komen in aanmerking voor steun.

Het bedrag per factuur is gelijk aan of hoger dan 500 euro exclusief btw.

Art. 8. De materiële investeringen die het voorwerp uitmaken van een financieringshuur komen in aanmerking, voor zover ze zijn opgenomen in materiële vaste activa.

Art. 9. In afwijking van artikel 35, eerste lid, van de ordonnantie kan de begunstigde de verouderde of defecte investeringen vervangen waarvoor hij steun heeft gekregen in het kader van hoofdstuk III en artikel 24 van de ordonnantie, voor zover hij de economische activiteit tijdens de periode van vijf jaar op het grondgebied van het gewest behoudt.

Art. 10. Bij gemengd gebruik van een onroerend goed komen enkel de investeringen voor het door de begunstigde gebruikte beroepsge-deelte in aanmerking.

Art. 11. De volgende investeringen komen niet in aanmerking voor steun:

- 1° buitensporige uitgaven;
- 2° investeringen bestemd voor de verhuur, tenzij de verhuring van die investering een aanvulling vormt op een dienst verleend door de begunstigde;
- 3° het rollend materieel, de fietsen en de voertuigen ontworpen voor het transport van goederen of personen;
- 4° de verwerving of bouw van een onroerend goed;
- 5° de verwerving, door een rechtspersoon, van goederen die toebehoren aan een aandeelhouder of aan een onderneming die tot dezelfde groep behoort;

6° investeringen in tweedehandsmeubilair of -materiaal, met uitzondering van tweedehandsgoederen gekocht van een professional van wie de activiteit betrekking heeft op de verkoop, recuperatie, opwaardering, het hergebruik of de recyclage van dergelijke goederen, met een garantie van minimum zes maanden;

7° investeringen waarvoor de aanvrager andere financiële steun van het Gewest heeft ontvangen.

Art. 12. De investering heeft betrekking op een bedrag van minimaal 2.000 euro exclusief btw.

Art. 13. De steun bestaat uit een premie van 50% van de in aanmerking komende investeringen.

Het totale bedrag van de steun bedraagt maximaal 50.000 euro.

Art. 14. Le bénéficiaire ne bénéficie qu'une seule fois par unité d'établissement de l'aide aux investissements visée au présent chapitre.

CHAPITRE 4. — *Aide pour le recours à la consultance en matière énergétique*

Art. 15. Le ministre octroie une aide aux micro et petites entreprises touchées par les conséquences économiques directes et indirectes de l'agression de la Russie contre l'Ukraine, pour la consultance externe relative à la diminution de leur empreinte énergétique.

Art. 16. Le nombre de missions de consultance externe subventionnées visées au présent chapitre est limité à une par bénéficiaire.

L'aide consiste en une prime de 70 % du montant de la mission de consultance externe.

Le montant maximum d'aide est de 15.000 euros par bénéficiaire.

Le nombre de missions et le montant d'aide à liquider sont calculés sur la base des décisions de BEE telles que notifiées au bénéficiaire.

Art. 17. Les missions admissibles respectent les conditions visées aux articles 9 et 10 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 31 janvier 2019 relatif aux aides pour la consultance et pour le développement d'un site internet ou d'une plateforme d'e-commerce.

CHAPITRE 5. — *Procédure d'instruction des dossiers et liquidation de l'aide*

Art. 18. Le bénéficiaire introduit la demande d'aide auprès de BEE sur un formulaire-type.

BEE détermine le formulaire-type et le rend disponible sur son site internet aux entreprises qui répondent aux conditions visées à l'article 2, du présent arrêté et qui ne se trouvent pas dans l'une des situations visées à l'article 41, alinéa 1^{er}, 3^e, de l'ordonnance, sous réserve de l'article 3, alinéa 2, du présent arrêté.

Le formulaire indique les pièces annexes nécessaires à la vérification du respect des conditions prévues par le présent arrêté et par l'ordonnance, que le bénéficiaire joint à sa demande.

Les factures relatives à l'achat et à l'installation des investissements visés à l'article 6 ne peuvent être antérieures au 1^{er} septembre 2022.

La mission de consultance à l'article 15 a débuté au plus tôt le 1^{er} septembre 2022.

BEE réceptionne la demande d'aide au plus tard le 11 juillet 2023. Si les crédits disponibles le permettent, le ministre peut reporter ce terme par périodes de deux mois maximum, sans que ce terme puisse précéder de moins de deux mois la fin de l'applicabilité du point 2.1 de l'encadrement temporaire de crise. Le public est informé du nouveau terme par sa publication sur le site internet de BEE.

Le bénéficiaire déclare dans sa demande qu'il n'a pas reçu dans le cadre du point 2.1 de l'encadrement temporaire de crise plus que le plafond d'aides prévu dans ce point.

Art. 19. § 1^{er}. Dans le mois de la réception de la demande d'aide, BEE adresse au bénéficiaire un accusé de réception reprenant les références du dossier et le nom de l'agent traitant.

§ 2. Si le dossier de demande est complet, la décision est notifiée au bénéficiaire dans les deux mois de la date de l'accusé de réception.

§ 3. Si le dossier de demande n'est pas complet, l'accusé de réception énumère les éléments manquants.

Le bénéficiaire dispose de quinze jours à compter de la date de l'accusé de réception pour compléter son dossier.

Si le bénéficiaire complète totalement son dossier, la décision d'octroi est notifiée au bénéficiaire dans les deux mois de la réception de tous les éléments manquants.

§ 4. BEE avertit le bénéficiaire que l'aide est octroyée sous le régime de l'encadrement temporaire de crise.

Art. 14. De begunstigde ontvangt de in dit hoofdstuk bedoelde steun slechts één keer per vestigingseenheid.

HOOFDSTUK 4. — *Steun voor consultancy op het gebied van energie*

Art. 15. De minister kent steun toe aan micro- en kleine ondernemingen die worden getroffen door de directe en indirecte economische gevolgen van de Russische agressie tegen Oekraïne voor externe consultancy met betrekking tot het verminderen van de energetische voetafdruk.

Art. 16. Het aantal gesubsidieerde externe consultancyopdrachten bedoeld in dit hoofdstuk is beperkt tot één per begunstigde.

De steun bestaat uit een premie van 70% van het bedrag van de externe consultancyopdracht.

Het maximumbedrag van de steun bedraagt 15.000 euro per begunstigde.

Het aantal opdrachten en het te vereffenen steunbedrag worden berekend op basis van de beslissingen van BEW zoals die aan de begunstigde zijn meegedeeld.

Art. 17. De in aanmerking komende opdrachten voldoen aan de voorwaarden van artikelen 9 en 10 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 31 januari 2019 betreffende de steun voor consultancy en voor de ontwikkeling van een website of een e-commerceplatform.

HOOFDSTUK 5. — *Procedure voor de behandeling van de dossiers en vereffening van de steun*

Art. 18. De begunstigde dient de steunaanvraag in bij BEW aan de hand van een standaardformulier.

BEW bepaalt het standaardformulier en stelt het via haar website ter beschikking van de ondernemingen die voldoen aan de voorwaarden bedoeld in artikel 2 van dit besluit en die zich niet bevinden in een van de situaties bedoeld in artikel 41, eerste lid, 3^e, van de ordonnantie, onder voorbehoud van artikel 3, tweede lid, van dit besluit.

In het formulier worden de bijlagen vermeld die nodig zijn om de naleving van de in dit besluit en in de ordonnantie vastgestelde voorwaarden te verifiëren en die de begunstigde bij zijn aanvraag voegt.

De facturen voor de aankoop en installatie van de in artikel 6 bedoelde investeringen mogen niet dateren van vóór 1 september 2022.

De consultancyopdracht van artikel 15 is ten vroegste op 1 september 2022 van start gegaan.

BEW ontvangt de steunaanvraag ten laatste op 11 juli 2023. Indien de beschikbare kredieten het toestaan, kan de minister die termijn voor periodes van maximaal twee maanden uitstellen, zonder dat die termijn minder dan twee maanden voor het einde van de toepasbaarheid van punt 2.1 van het tijdelijk crisiskader mag liggen. Het publiek wordt op de hoogte gebracht van de nieuwe termijn door de bekendmaking ervan op de website van BEW.

De begunstigde verklaart in zijn aanvraag dat hij in het kader van punt 2.1 van het tijdelijk crisiskader niet meer heeft ontvangen dan het in dat punt bepaalde maximumsteunbedrag.

Art. 19. § 1. Binnen de maand van de ontvangst van de steunaanvraag bezorgt BEW een ontvangstbewijs aan de begunstigde met de referenties van het dossier en de naam van de medewerker die het dossier behandelt.

§ 2. Indien het aanvraagdossier volledig is, wordt de begunstigde binnen de twee maanden vanaf de datum van het ontvangstbewijs op de hoogte gebracht van de beslissing.

§ 3. Indien het aanvraagdossier niet volledig is, worden de ontbrekende elementen in het ontvangstbewijs opgesomd.

De begunstigde heeft vijftien dagen vanaf de datum van het ontvangstbewijs om zijn dossier aan te vullen.

Indien de begunstigde zijn dossier volledig aanvult, wordt hij binnen de twee maanden na ontvangst van de ontbrekende elementen op de hoogte gebracht van de toekenningsbeslissing.

§ 4. BEW deelt de begunstigde mee dat de steun wordt toegekend onder het stelsel van het tijdelijk crisiskader.

L'aide ne peut pas avoir pour conséquence que le bénéficiaire, en tant qu'entreprise, reçoive plus de 2.000.000 euros dans le cadre du point 2.1 de l'encadrement temporaire de crise.

§ 5. Le ministre peut prolonger les délais de décision et de liquidation si les crédits budgétaires disponibles sont épuisés.

Art. 20. Une décision de principe peut être prise si les factures et les preuves d'inscription en immobilisation, ou une partie de celles-ci, ne sont pas disponibles parce que la durée prévue du programme d'investissement excède la durée totale du traitement du dossier et que BEE dispose de documents probants et engageant juridiquement l'entreprise, lui permettant de déterminer le montant total de l'investissement.

La décision de principe est notifiée au bénéficiaire dans les deux mois de la date de l'accusé de réception visé à l'article 19, § 1^{er}.

Le bénéficiaire dispose de douze mois à compter de la date de la notification de la décision de principe pour compléter définitivement son dossier. A la demande du bénéficiaire, BEE peut étendre ce délai pour des raisons dûment justifiées.

Art. 21. Dans tous les cas, l'aide est octroyée au plus tard le 31 décembre 2023.

La prime est liquidée en une seule tranche.

CHAPITRE 6. — Données à caractère personnel

Art. 22. § 1^{er}. L'instruction, la gestion et le contrôle des demandes et la gestion des accès au formulaire de demande donnent lieu au traitement des catégories de données à caractère personnel suivantes :

1° les données d'identification et de contact des personnes qui introduisent les demandes au nom des bénéficiaires ;

2° les données d'identification, d'adresse et de contact des indépendants en entreprise personne physique qui sollicitent la prime ;

3° les données nécessaires à la vérification du respect des conditions visées aux articles 4, 5, 6 et 15 ;

4° les données nécessaires à la gestion des accès au formulaire de demande d'aide ;

5° les données nécessaires à la détermination du montant de la prime.

§ 2. BEE est le responsable des traitements de données à caractère personnel visées au § 1^{er}.

BEE peut obtenir les données à caractère personnel, ainsi que d'autres données, du demandeur ou d'une autre autorité publique, dont le SPF Economie, la Banque nationale de Belgique, le SPF Finances et Bruxelles Environnement.

BEE peut transmettre les données à caractère personnel visées au § 1^{er}, ainsi que d'autres données, aux organisations auxquelles l'instruction, la gestion ou le contrôle des demandes est, le cas échéant, confié, à ces fins.

§ 3. La durée maximale de conservation des données à caractère personnel qui font l'objet du traitement visé au présent article est de dix ans à compter du jour du refus ou de la liquidation de l'aide, sauf les données à caractère personnel éventuellement nécessaires pour le traitement de litiges avec le demandeur de l'aide, qui sont conservées pour la durée du traitement de ces litiges, en ce compris l'exécution des éventuelles décisions de justice.

CHAPITRE 7. — Dispositions finales

Art. 23. Le présent arrêté entre en vigueur le 11 avril 2023.

Art. 24. Le ministre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 30 mars 2023.

Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président,
R. VERVOORT

Le Ministre chargé de l'Economie,
A. MARON

De steun mag niet tot gevolg hebben dat de begunstigde, in de hoedanigheid van onderneming, meer dan 2.000.000 euro ontvangt in het kader van punt 2.1. van het tijdelijk crisiskader.

§ 5. De minister kan de beslissings- en vereffeningstermijnen verlengen indien de beschikbare begrotingskredieten zijn uitgeput.

Art. 20. Een principebeslissing kan worden genomen indien de facturen en de bewijzen van inschrijving onder de vaste activa, of een deel daarvan, niet beschikbaar zijn omdat de verwachte duur van het investeringsprogramma de totale behandelingsduur van het dossier overschrijdt en BEW over bewijskrachtige en voor de onderneming juridisch bindende documenten beschikt die haar in staat stellen het totale bedrag van de investering vast te stellen.

De principebeslissing wordt betekend aan de begunstigde binnen de twee maanden na de datum van het in artikel 19, § 1, bedoelde ontvangstbewijs.

De begunstigde beschikt over twaalf maanden vanaf de betekendingsdatum van de principebeslissing om zijn dossier definitief aan te vullen. Op vraag van de begunstigde kan BEW die termijn verlengen om behoorlijk gerechtvaardigde redenen.

Art. 21. De steun wordt in elk geval ten laatste op 31 december 2023 toegekend.

De premie wordt in één schijf vereffend.

HOOFDSTUK 6. — Persoonsgegevens

Art. 22. § 1. Het onderzoek, het beheer en de controle van de aanvragen en het beheer van de toegang tot het aanvraagformulier geven aanleiding tot de verwerking van de volgende categorieën van persoonsgegevens:

1° de identificatie- en contactgegevens van de personen die namens de begunstigten de aanvraag indienen;

2° de identificatie-, adres- en contactgegevens van de zelfstandige ondernemingen natuurlijk persoon die de premie aanvragen;

3° de gegevens die noodzakelijk zijn om de naleving van de voorwaarden bedoeld in artikel 4, 5, 6 en 15 na te gaan;

4° de gegevens die noodzakelijk zijn voor het beheer van de toegang tot het steunaanvraagformulier;

5° de gegevens die noodzakelijk zijn voor de bepaling van het premiebedrag.

§ 2. BEW is de verantwoordelijke voor de verwerkingen van persoonsgegevens bedoeld in § 1.

BEW kan de persoonsgegevens en andere gegevens bekomen van de aanvrager of van een andere overheidsinstantie, waaronder de FOD Economie, de Nationale Bank van België, FOD Financiën en Leefmilieu Brussel.

BEW kan de persoonsgegevens bedoeld in § 1 en andere gegevens overmaken aan de organisaties waaraan het onderzoek, het beheer of de controle van de aanvragen desgevallend wordt toevertrouwd, voor die doeleinden.

§ 3. De maximale bewaringstermijn voor persoonsgegevens die op grond van dit artikel worden verwerkt, bedraagt tien jaar vanaf de dag van de weigering of van de vereffening van de steun, behalve voor persoonsgegevens die eventueel nodig zouden zijn voor de behandeling van geschillen met de steunaanvrager, die worden bewaard gedurende de tijd die nodig is om dergelijke geschillen te behandelen, met inbegrip van de tenuitvoerlegging van eventuele rechterlijke beslissingen.

HOOFDSTUK 7. — Slotbepalingen

Art. 23. Dit besluit treedt in werking op 11 april 2023.

Art. 24. De minister wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 30 maart 2023.

Voor de Brusselse Hoofdstedelijke Regering:

De Minister-President,
R. VERVOORT

De Minister bevoegd voor Economie,
A. MARON

Annexe 1. – Activités T.V.A.

Bijlage 1. — Btw-activiteiten

8	Autres industries extractives	8	Overige winning van delfstoffen
10	Industries alimentaires	10	Vervaardiging van voedingsmiddelen
13	Fabrication de textiles	13	Vervaardiging van textiel
16	Travail du bois et fabrication d'articles en bois et en liège, à l'exception des meubles ; fabrication d'articles en vannerie et sparterie	16	Houtindustrie en vervaardiging van artikelen van hout en van kurk, exclusief meubelen; vervaardiging van artikelen van riet en van vlechtwerk
17	Industrie du papier et du carton	17	Vervaardiging van papier en papierwaren
18	Imprimerie et reproduction d'enregistrements	18	Drukkerijen, reproductie van opgenomen media
20	Industrie chimique	20	Vervaardiging van chemische producten
22	Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	22	Vervaardiging van producten van rubber of kunststof
23	Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	23	Vervaardiging van andere niet-metaalhoudende minerale producten
24.1	Sidérurgie	24.1	Vervaardiging van ijzer en staal en van ferrolegeringen
24.2	Fabrication de tubes, de tuyaux, de profilés creux et d'accessoires correspondants en acier	24.2	Vervaardiging van buizen, pijpen, holle profielen en fittings daarvoor, van staal
25.7	Fabrication de coutellerie, d'outillage et de quincaillerie	25.7	Vervaardiging van scharen, messen, bestekken, gereedschap en ijzerwaren
25.9	Fabrication d'autres ouvrages en métaux	25.9	Vervaardiging van andere producten van metaal
26.5	Fabrication d'instruments et d'appareils de mesure, d'essai et de navigation ; horlogerie	26.5	Vervaardiging van meet-, controle- en navigatie-instrumenten en -apparatuur; vervaardiging van uurwerken
26.6	Fabrication d'équipements d'irradiation médicale, d'équipements électromédicaux et électrothérapeutiques	26.6	Vervaardiging van bestralingsapparatuur en van elektromedische en elektrotherapeutische apparatuur
26.7	Fabrication de matériels optiques et photographiques	26.7	Vervaardiging van optische instrumenten en van foto- en filmapparatuur
26.8	Fabrication de supports magnétiques et optiques	26.8	Vervaardiging van magnetische en optische media
28.3	Fabrication de machines agricoles et forestières	28.3	Vervaardiging van machines en werktuigen voor de landbouw en de bosbouw
28.4	Fabrication de machines de formage des métaux et de machines-outils	28.4	Vervaardiging van niet-verspanende machines voor de metaalbewerking en van gereedschapswerktuigen
28.9	Fabrication d'autres machines d'usage spécifique	28.9	Vervaardiging van andere machines, apparaten en werktuigen voor specifieke doeleinden
30	Fabrication d'autres matériels de transport	30	Vervaardiging van andere transportmiddelen
31	Fabrication de meubles	31	Vervaardiging van meubelen
32	Autres industries manufacturières	32	Overige industrie
36	Captage, traitement et distribution d'eau	36	Winning, behandeling en distributie van water
37	Collecte et traitement des eaux usées	37	Afvalwaterafvoer
38	Collecte, traitement et élimination des déchets ; récupération	38	Inzameling, verwerking en verwijdering van afval; terugwinning
45.1	Commerce de véhicules automobiles	45.1	Handel in auto's
45.4	Commerce, entretien et réparation de motocycles et de pièces et d'accessoires de motocycles	45.4	Handel in en onderhoud en reparatie van motorfietsen en delen en toebehoren van motorfietsen
47	Commerce de détail, à l'exception des véhicules automobiles et des motocycles	47	Detailhandel, met uitzondering van de handel in auto's en motorfietsen
52	Entreposage et services auxiliaires des transports	52	Opslag en vervoerondersteunende activiteiten
55	Hébergement	55	Verschaffen van accommodatie
56	Restauration	56	Eet- en drinkgelegenheden
61	Télécommunications	61	Telecommunicatie
87	Activités médico-sociales et sociales avec hébergement	87	Maatschappelijke dienstverlening met huisvesting
90	Activités créatives, artistiques et de spectacle	90	Creatieve activiteiten, kunst en amusement

91	Bibliothèques, archives, musées et autres activités culturelles	91	Bibliotheken, archieven, musea en overige culturele activiteiten
93	Activités sportives, récréatives et de loisirs	93	Sport, ontspanning en recreatie
96	Autres services personnels	96	Overige persoonlijke diensten

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 30 mars 2023 relatif à une aide aux investissements et à la consultance pour les entreprises touchées par les conséquences économiques directes et indirectes de l'agression de la Russie contre l'Ukraine ;

Bruxelles, le 30 mars 2023.

Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président,
R. VERVOORT

Le Ministre chargé de l'Economie,
A. MARON

*Annexe 2. — Classes d'efficacité énergétique admissibles
par catégorie de produits*

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 30 maart 2023 betreffende steun voor investeringen en consultancy voor ondernemingen die worden getroffen door de directe en indirecte economische gevolgen van de Russische agressie tegen Oekraïne;

Brussel, 30 maart 2023.

Voor de Brusselse Hoofdstedelijke Regering:

De Minister-President,
R. VERVOORT

De Minister bevoegd voor Economie,
A. MARON

Bijlage 2. — De in aanmerking komende energieklassen per productcategorie

Catégorie de produits	Classes admissibles	Productcategorie	In aanmerking komende klassen
Lave-vaisselle	de A à C	Afwasmachines	van A tot C
Lave-linge	A	Wasmachines	A
Lave-linge séchants	de A à D	Was-droogcombinaties	van A tot D
Téléviseurs, écrans et autres dispositifs d'affichage	de A à E	Televisies, monitors en andere beeldschermen	van A tot E
Réfrigérateurs, congélateurs et caves à vins	de A à D	Koelkasten, diepvriezers en wijnbewaring	van A tot D
Réfrigérateurs et congélateurs disposant d'une fonction de vente, refroidisseurs de boissons et congélateurs pour crèmes glacées	de A à C	Koelkasten en diepvriezers met verkoopfunctie, drankenkoelers en ijsvriezers	van A tot C
Sources lumineuses	de A à D	Lichtbronnen	van A tot D
Fours domestiques	de A+++ à A+	Huishoudelijke ovens	van A+++ tot A+
Hottes de cuisine	de A+++ à A	Afzuigkappen	van A+++ tot A
Sèche-linge à tambour domestiques	A+++	Huishoudelijke droogtrommels	A+++
Dispositifs de chauffage décentralisé	de A++ à A+	Toestellen voor lokale ruimteverwarming	van A++ tot A+
Armoires frigorifiques professionnelles	de A++ à B	Professionele koelbewaarkasten	van A++ tot B
Unités de ventilation résidentielles	de A+ à A	Residentielle ventilatie-eenheden	van A+ tot A
Chaudières à combustible solide	de A+++ à A++	Verwarmingsetels voor vaste brandstoffen	Van A+++ tot A++
Chaudières à combustible solide combinée	de A+++ à A++	Pakketten van verwarmingsetels voor vaste brandstoffen	van A+++ tot A++
Dispositifs de chauffage des locaux/ Dispositifs de chauffage mixtes (55°)	de A+++ à A++	Ruimteverwarmingstoestellen/ combinatieverwarmingstoestellen (55°)	van A+++ tot A++
Dispositifs de chauffage des locaux/ Dispositifs de chauffage mixtes (35°)	A+++	Ruimteverwarmingstoestellen/ combinatieverwarmingstoestellen (35°)	A+++
Dispositifs de chauffage des locaux/ Dispositifs de chauffage mixtes (chauffage de l'eau)	A+	Ruimteverwarmingstoestellen/ combinatieverwarmingstoestellen (waterverwarming)	A+
Produits combinés comprenant des dispositifs de chauffage des locaux	de A+++ à A++	Pakketten van ruimteverwarmingstoestellen	van A+++ to A++
Produits combinés comprenant des dispositifs de chauffage mixtes (chauffage de l'eau)	de A+++ à A++	Pakketten van combinatieverwarmingstoestellen (waterverwarming)	van A+++ to A++
Chauffe-eau	de A+ à A	Waterverwarmingstoestellen	van A+ tot A
Produits combinés comportant un chauffe-eau	A+++	Pakketten van waterverwarmingstoestellen	A+++

Catégorie de produits	Classes admissibles	Productcategorie	In aanmerking komende klassen
Ballons d'eau chaude pour chauffe-eau	de A+ à A	Warmwatertanks voor waterverwarmings-toestellen	van A+ tot A

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 30 mars 2023 relatif à une aide aux investissements et à la consultance pour les entreprises touchées par les conséquences économiques directes et indirectes de l'agression de la Russie contre l'Ukraine.

Bruxelles, le 30 mars 2023.

Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président,
R. VERVOORT

Le Ministre chargé de l'Economie,
A. MARON

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 30 maart 2023 betreffende steun voor investeringen en consultancy voor ondernemingen die worden getroffen door de directe en indirecte economische gevolgen van de Russische agressie tegen Oekraïne;

Brussel, 30 maart 2023.

Voor de Brusselse Hoofdstedelijke Regering:

De Minister-Président,
R. VERVOORT

De Minister bevoegd voor Economie,
A. MARON

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR ET AGENCE FEDERALE DE CONTROLE NUCLEAIRE

[C - 2023/40381]

27 MARS 2023. — Arrêté royal portant sur la désignation des mandataires, chargés de surveiller le respect de la loi du 15 avril 1994 relative à la protection de la population et de l'environnement contre les dangers résultant des rayonnements ionisants et relative à l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire et de ses arrêtés d'exécution

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 15 avril 1994 relative à la protection de la population et de l'environnement contre les dangers résultant des rayonnements ionisants et relative à l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire, l'article 9;

Considérant que l'article 9 de la loi du 15 avril 1994 relative à la protection de la population et de l'environnement contre les dangers résultant des rayonnements ionisants et relative à l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire, remplacé par l'article 3 de la loi du 19 mars 2014, dispose que, sans préjudice des attributions des officiers de police judiciaire visées à l'article 8 du Code d'instruction criminelle, les membres du personnel statutaires et contractuels de l'Agence désignés par le Roi à cet effet surveillent le respect des règlements de l'Union européenne qui relèvent des compétences de l'Agence, des dispositions de la présente loi, de ses arrêtés d'exécution, ainsi que le respect des conditions reprises dans les autorisations, les permissions ou agréments en exécution de ces dispositions;

Considérant que monsieur Sven VAN GROEN a été engagé le 17 septembre 2007 en la fonction d'assistant administratif et depuis 2019 comme expert au sein de l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire ;

Considérant que monsieur François MENNESON a été engagé le 4 août 2008 en la fonction d'expert au sein de l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire;

Considérant que madame Asma BAMOHAMED a été engagée le 17 juin 2019 en la fonction d'expert au sein de l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire ;

Considérant que monsieur Renaat VERSCHRAEGEN a été engagé le 2 septembre 2019 en la fonction d'expert au sein de l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire ;

Considérant que monsieur Sylvain NOOTENS a été engagé le 1^{er} mars 2020 en la fonction d'expert au sein de l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire;

Considérant que monsieur David RASQUIN a été engagé le 2 mars 2020 en la fonction d'expert au sein de l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire;

Considérant que madame Lien DE DECKER a été engagée le 15 juillet 2020 en la fonction d'expert au sein de l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire ;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN EN FEDERAAL AGENTSCHAP VOOR NUCLEAIRE CONTROLE

[C - 2023/40381]

27 MAART 2023. — Koninklijk besluit betreffende de aanduiding van gemachtigden, belast met het toezicht op de wet van 15 april 1994 betreffende de bescherming van de bevolking en van het leefmilieu tegen de uit ioniserende stralingen voortspruitende gevaren en betreffende het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle en haar uitvoeringsbesluiten

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 15 april 1994 betreffende de bescherming van de bevolking en van het leefmilieu tegen de uit ioniserende stralingen voortspruitende gevaren en betreffende het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle, artikel 9;

Overwegende dat artikel 9 van de wet van 15 april 1994 betreffende de bescherming van de bevolking en van het leefmilieu tegen de uit ioniserende stralingen voortspruitende gevaren en betreffende het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle, vervangen bij artikel 3 van de wet van 19 maart 2014, bepaalt dat, onverminderd de ambtsbevoegdheden van de officieren van gerechtelijke politie bedoeld in artikel 8 van het Wetboek van strafvordering, de daartoe door de Koning aangewezen statutaire en contractuele personeelsleden van het Agentschap toezien op de naleving van de verordeningen van de Europese Unie die behoren tot de bevoegdheden van het Agentschap, van de bepalingen van deze wet, van de uitvoeringsbesluiten ervan, alsook op de naleving van de voorwaarden opgenomen in de vergunningen, toelatingen of erkenningen in uitvoering van deze bepalingen;

Overwegende dat de heer Sven VAN GROEN op 17 september 2007 werd aangeworven als administratief medewerker en vanaf 2019 als deskundige bij het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle;

Overwegende dat de heer François MENNESON op 4 augustus 2008 werd aangeworven als deskundige bij het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle;

Overwegende dat mevrouw Asma BAMOHAMED op 17 juni 2019 werd aangeworven als deskundige bij het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle;

Overwegende dat de heer Renaat VERSCHRAEGEN op 2 september 2019 werd aangeworven als deskundige bij het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle;

Overwegende dat de heer Sylvain NOOTENS op 1 maart 2020 werd aangeworven als deskundige bij het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle;

Overwegende dat de heer David RASQUIN op 2 maart 2020 werd aangeworven als deskundige bij het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle;

Overwegende dat mevrouw Lien DE DECKER op 15 juli 2020 werd aangeworven als deskundige bij het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle;